

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Alpes-Maritimes"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



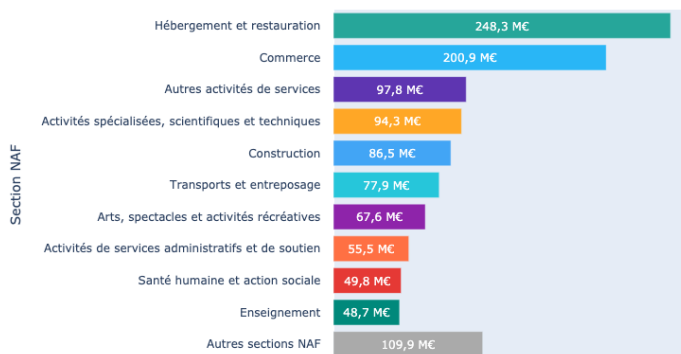
Montant total : 10 839 960 999 euros

Nombre d'aides : 6 034 683

Nombre d'entreprises : 1 850 694

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



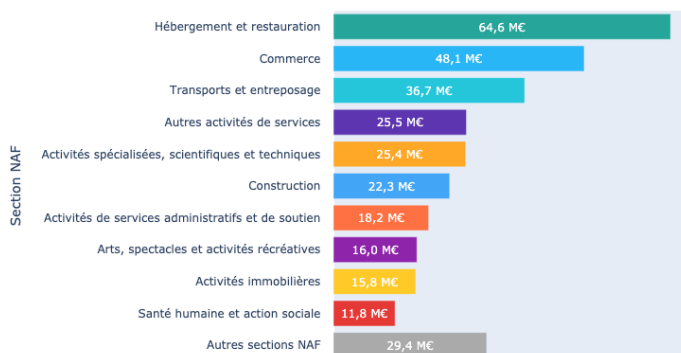
Montant total : 1 137 232 768 euros

Nombre d'aides : 630 935

Nombre d'entreprises : 192 863

Niveau Départemental : Alpes-Maritimes

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 313 761 320 euros

Nombre d'aides : 171 121

Nombre d'entreprises : 49 588



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

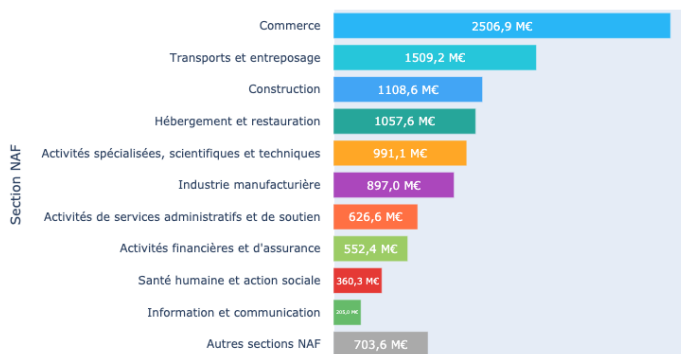


Montant total : 125 949 429 758 euros

Nombre de prêts : 622 167

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

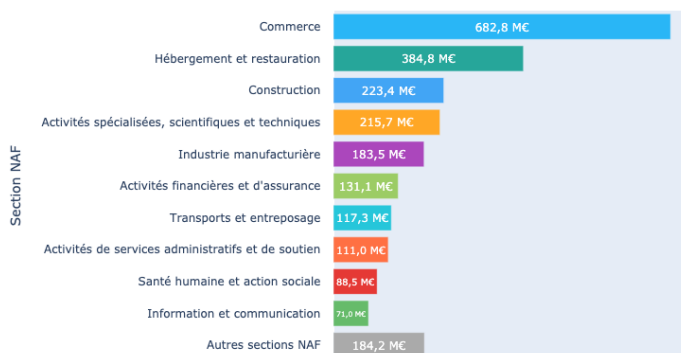


Montant total : 10 518 382 776 euros

Nombre de prêts : 68 365

Niveau Départemental : Alpes-Maritimes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 2 393 143 587 euros

Nombre de prêts : 18 593



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

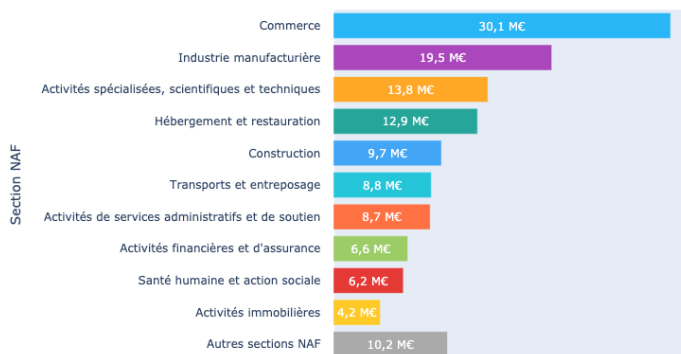


Montant total : 3 199 614 200 euros

Nombre de reports : 96 694

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

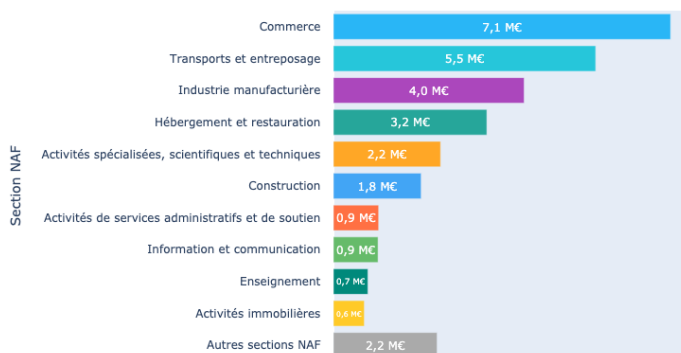


Montant total : 130 683 048 euros

Nombre de reports : 6 115

Niveau Départemental : Alpes-Maritimes

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 29 217 663 euros

Nombre de reports : 1 063



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

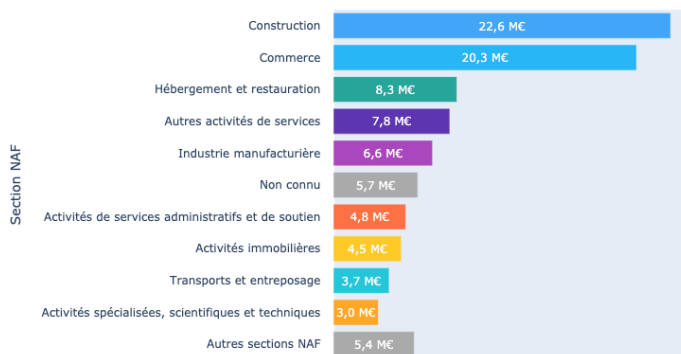


Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

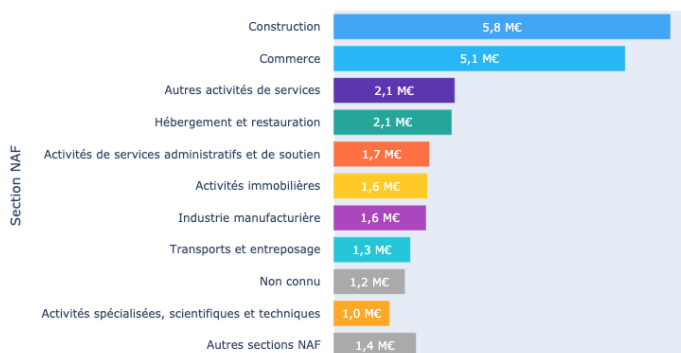


Montant total : 92 777 791 euros

Nombre d'aides : 119 543

Niveau Départemental : Alpes-Maritimes

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 24 938 597 euros

Nombre d'aides : 31 670



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National

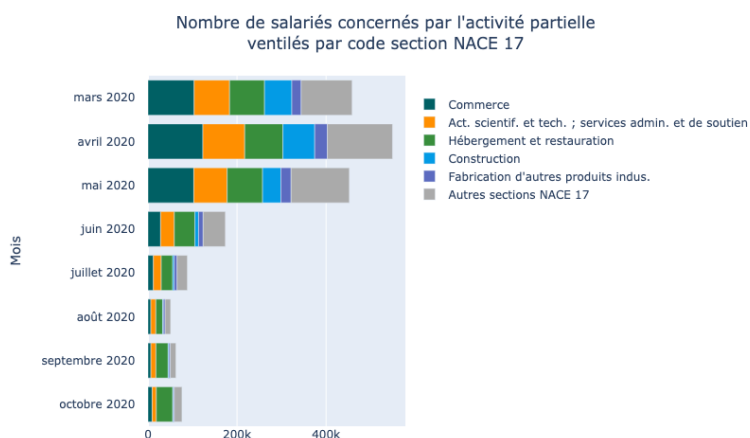


Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de demandes : 19 820

Nombre de salariés : 80 980

Heures demandées : 4 511 600